

Pays baltes : la nécessité d'être protégés contre la Russie

Description

Le président lituanien Gitanas Nausėda et le chancelier allemand Olaf Scholz ont annoncé récemment par communiqué que Berlin allait augmenter ses engagements de défense en Lituanie. Cette déclaration a provoqué un vaste débat en Lituanie, les élites politiques discutant de la probabilité de voir l'Allemagne déployer une brigade (soit plus de 5 000 hommes) dans le pays. Berlin a pu sembler jouer sur l'ambiguïté, évoquant la présence d'une brigade dans le cadre de ses entraînements mais pas de manœuvre permanente.

L'Allemagne envisagerait en fait de déployer une partie de la brigade sur le terrain lituanien, tenant l'autre partie en état d'intervenir, si nécessaire. « C'est le mieux que nous pouvons faire », a déclaré l'ambassadeur d'Allemagne à Vilnius, Matthias Sonn, précisant que la Lituanie ne disposait de toute façon pas des infrastructures nécessaires à l'accueil d'une brigade entière.

Les discussions sont tendues, alors que l'ambassadeur, récemment auditionné par le Parlement lituanien, a qualifié le débat national de « corrosif et nuisible », désignant ainsi la défiance affichée par certains leaders lituaniens à l'égard de l'Allemagne. Pour l'ancienne présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė, ce débat interne atteste de l'immaturité de la classe politique lituanienne, qui ne devrait pas mettre sur la place publique de telles discussions.

La présence militaire allemande sur le sol lituanien s'inscrit dans la présence avancée renforcée (enhanced Forward Presence) de l'OTAN, qui prévoit des déploiements rotationnels et non permanents. La Lituanie, comme l'Estonie et la Lettonie, aimerait voir l'OTAN s'engager sur une présence permanente ; et certains, dans le pays, reprochent à Berlin son attentisme (ce dont l'Allemagne se défend en invoquant un processus démocratique qui nécessite du temps). En filigrane, on perçoit un reproche implicite concernant la posture de Berlin à l'égard de Moscou avant la guerre (une trop grande connivence) et à l'égard de Kyiv depuis le 24 février 2022 (un soutien trop lent à se concrétiser).

Le débat est d'autant plus vif dans la région que les pays continuent de craindre une agression de la Russie à leur encontre. La ministre lettone de la Défense Ināra Murniece estime par exemple qu'il n'y a actuellement aucune raison de croire que Moscou pourrait infléchir sa politique étrangère agressive. « Nous devons donc tout faire pour nous [y] préparer », a-t-elle déclaré après une rencontre avec ses homologues estonien et lituanien à Tallinn le 11 janvier.

À

Sources : *The Baltic Times*, *LETA*, *Irt.lt*

date créée

14/01/2023

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : CÃ©line Bayou